

Institutions : quelle réforme? (p. 4)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

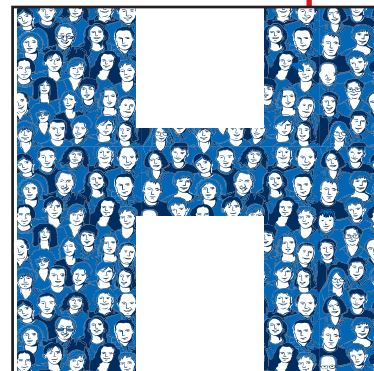
2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalié - Guérolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourrière - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

LE TOUR DE FRANCE DES LUTTES

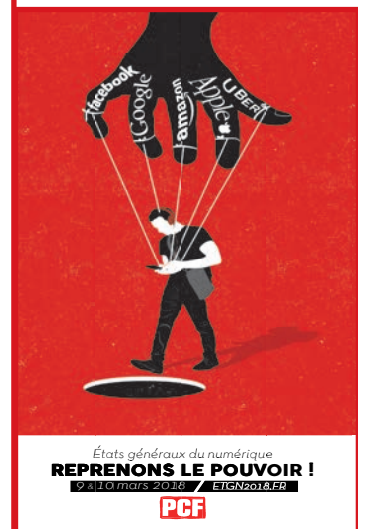
HÔPITAUX

Liste (actualisée) du tour de France des parlementaires communistes des hôpitaux et EHPAD. Après Lyon, Longjumeau, Valenciennes, Roubaix, Argentan, Pas-de-Calais, Grenoble, La Mure, Voiron, ils seront le 6 mars à Toulouse (Alain Bruneel) et à Montargis (Pierre Laurent) ; le 9 mars à Soissons (A. Bruneel) ; le 12 mars à Decazeville (Dominique Watrin, Laurence Cohen) ; le 16 mars à Denain (A. Bruneel) ; le 20 mars à Creil (Fabien Roussel), le 23 mars en Seine-St-Denis (Éliane Assassi, Fabien Gay) et à Oyonnax (A. Bruneel) ; le 26 mars à St-Nazaire/Nantes (L. Cohen) ; le 28 mars à Dreux/Chateaudun (D. Watrin et L. Cohen) ; les 29/30 dans les Bouches-du-Rhône (Pierre Dharréville, L. Cohen) ; les 5/6 avril à Agen (A. Bruneel) ; le 7 avril à Douai (A. Bruneel, Michelle Gréaume, D. Watrin) ; le 9 avril à Pontivy (Christine Prunaud, L. Cohen, D. Watrin) ; le 13 avril dans le Val-de-Marne (L. Cohen, Pascal Savoldelli), le 16 avril au Mans, le 8 juin à Digne (P. Dharréville) ; les Hauts-de-Seine (Elsa Faucillon, Pierre Ouzoulias), date à fixer.



SERVEZ-VOUS

3^{es} états généraux
de la Révolution numérique
9 et 10 mars - Paris
2, place du Colonel-Fabien



UNIVERSITÉS

Dans le tour de France des universités, notamment à l'initiative du sénateur communiste Pierre Ouzoulias, sont d'ores et déjà calées les dates suivantes : Sorbonne nouvelle, 6 mars
Orléans, 19 mars
Nancy, 26 mars



CHEMINOTS

Tracts et pétitions en Gironde, en Seine-Maritime dans le Lot, à Miramas, à Hellemmes, en Bretagne... Ville-neuve-St-Georges, Saint-Pierre des Corps.
Initiative prévue le 28 février à Saintes.
22 mars, journée d'actions.



MÉDIAS

Olivier Dartigolles
• Jeudi 1^{er} mars
CNEWS 18 h 40
• Vendredi 2 mars,
France info TV, 7 h 50
• Mardi 6 mars
Sud Radio, 11 h

A revoir vidéo du passage
sur LCI 26 février



1^{er} mars, Pierre Laurent,
Matinale de Radio
classique

Congrès : Passer à la vitesse supérieure

Les communistes ont décidé d'un congrès extraordinaire et, dans le même mouvement, de s'en donner le temps et les moyens. Des centaines de contributions ont déjà été versées sur le site congres2018.pcf.fr; les États généraux du progrès social ont été une étape utile. Le processus est enclenché. Pour autant, le temps file et on sent bien qu'il nous faut passer la vitesse supérieure. L'élection de la commission du texte, le 22 février, par le Conseil national en vue de l'élaboration de sa proposition de base commune de discussion, s'inscrit dans cette dynamique.

La commission n'entend pas, en effet, travailler en vase clos. Pour répondre aussi pertinemment que possible aux questions passablement gigantesques auxquelles les communistes sont aujourd'hui confrontés, il faudra bien plus que 22 camarades. Il faudra au moins les expériences, les réflexions, les expérimentations de dizaines de milliers de communistes et, sans doute, au-delà d'eux encore. C'est aussi cela le pari d'être un parti communiste : le pari de l'intelligence collective, le pari de l'écoute, de la confrontation serrée et fraternelle dans le souci de révolutionner ce vieux monde, bien loin des plates intrigues qui font les délices d'une bourgeoisie vaudevillesque et ragoteuse.

Pourquoi être communiste au XXI^e siècle et qu'entendons-nous par là? La question n'est évidente qu'en apparence, en France comme ailleurs. Pourquoi le faire? C'est une âpre question sur laquelle, pour partie, nous butons depuis longtemps. Celui qui veut entendre trouvera bien des positions disparates entre le projet à ficeler nous-mêmes et la page blanche à faire remplir par autrui, entre le mouvement sans but et le but sans mouvement. Aux vieilles – cruciales et délicates – questions (propriété, place de l'État, questions de classe et articulation de celles-ci à celles qui ne s'y fondent pas entièrement...), s'ajoutent inévitablement les nou-

velles : communs, 99 %, ubérisation... Par-delà les expériences d'hier dont on nous colle le Goulag à la peau, c'est avec notre monde présent qu'il nous faut surtout nous battre pour voir clair et trouver les voies révolutionnaires de notre temps. Si le combat communiste a un sens en ce siècle, c'est dans le monde présent qu'il s'agit sans aucun doute de le trouver. La question est difficile mais chacun mesure qu'elle est d'importance cardinale. Nous n'en sortirons pas en la déléguant, en nous dérochant, en fermant les yeux : c'est à nous toutes et tous, travailleuses et travailleurs de ce pays, d'entrer dans cette rude danse. Ça demande plus que des slogans, des préjugés et des récitation, ça demande du travail, de la confrontation et de l'écoute : plus le cercle de celles et ceux qui en joueront sera grand, plus grande sera notre chance de parvenir à dire juste et faire fort.

Elargir hardiment le nombre des participants

La question stratégique se profile vite car il ne s'agit pas de se mettre d'accord sur un rêve mais de sortir dans les faits du cauchemar qui s'esquisse. Avoir un but n'est pas inutile dans pareille mission, mais connaître le terrain de la bataille n'est pas moins important. Sommes-nous d'accord sur l'analyse de ce terrain? Rien n'est moins sûr... « Le monde a changé », dit-on parfois – sans grand risque de se tromper il est vrai. En quoi? Et quelle incidence cela doit-il voir sur notre stratégie communiste? Ajoutons que la question des aspirations, idées et représentations de notre peuple – et des classes qui le composent – ne sont sans doute pas secondaires si l'acteur collectif révolutionnaire est bien à chercher de ce côté-là. « Nous avons perdu la bataille idéologique », entend-on ici ou là, dans le Parti communiste. Vraiment? Toute la bataille? Par-delà la sentence, il faut creuser, sans optimisme d'avance décréété ni spleen romantique. Doit-on vraiment envisager de répondre étroitement à la question des alliances électorales sans avoir fait, ensemble, ce travail stratégique préalable?

On pourrait développer encore l'importante question des bilans ou les audacieuses transformations du PCF à envisager pour en faire un parti pleinement utile et efficace face aux tâches qui l'attendent mais il ne s'agit vraiment pas de conclure avant d'avoir mené sérieusement ce travail, collectivement, aussi loin que possible.

Certains camarades se sentent un peu écrasés par cet ample ordre du jour du congrès – mais peut-on supprimer une question quand elle se présente à la porte du monde réel? L'important n'est sans doute pas que chacun traite tout avec esprit d'entomologiste, mais il nous faut maintenant élargir hardiment le nombre de celles et de ceux qui participent à ce travail – quelle que soit l'entrée qui sera la leur. C'est la condition incontournable pour que ce congrès qui doit être extraordinaire, le soit effectivement dans la vie. C'est un défi, mais qui a dit que les communistes n'étaient pas femmes et hommes à le relever? ✪

*Guillaume Roubaud-Quashie
coordinateur de la commission du texte*

Hauts-de-France

La marche (sur l'Élysée) se prépare

Le 9 février, une conférence de presse régionale à Lille avait lancé l'initiative. Trois réunions publiques-débat avec Fabien Roussel et une centaine de personnes à chaque fois ont lancé les choses dans l'Aisne, la Somme et l'Oise.

Un site internet <https://faisonsduneuf.fr/> est ouvert.

Le premier tract d'annonce et de popularisation de la marche avec l'appel des parlementaires, élus et responsables communistes des Hauts-de-France est en cours de diffusion à partir de ce week-end à 500 000 exemplaires.

Des journées d'initiatives, avec un parlementaire, sont prévues dans chaque département, chaque semaine, jusqu'au 9 juin. Ainsi le 9 mars, une journée « spécial hôpitaux » est organisée dans l'Aisne avec présence devant tous les hôpitaux du département, et une réunion publique-débat avec Alain Bruneel, député, le soir à Soissons. Dans toutes les initiatives publiques, les inscriptions pour la marche commencent à se faire. Exemples : repas de Beauvais, samedi, avec 120 personnes, 34 pré inscriptions pour la marche (et aussi 10 adhésions au PCF). Un groupe de pilotage de la préparation de la marche, comprenant notamment les 5 parlementaires et les secrétaires départementaux du PCF, se réunit régulièrement : prochaine réunion le 19 mars à Lille. ✪

Thierry Aury

Seine-Saint-Denis

Marx s'invite au congrès

« Qu'est-ce que penser en matérialiste? » Beau sujet de réflexion qui a réuni 80 militants du 93 l'autre soir, avec Bernard Vasseur dans le rôle de conférencier. « On a cherché à répondre à deux questions qui se posent dans le cadre de la préparation du congrès, insiste Nathalie Simonnet, secrétaire fédérale : la nécessité qui revient en permanence de formation des militants et aussi la réflexion qu'on veut engager sur le sens de notre combat communiste aujourd'hui. »

La fédération a donc décidé de prendre avec Bernard Vasseur l'initiative d'une série de trois conférences intitulées : « Qu'est-ce que penser en matérialiste? », « Le mouvement des sociétés humaines selon Marx » et « Qu'est-ce que penser et agir en dialecticien? »

L'idée est d'avancer, collectivement, et sur la demande de formation, et sur le débat du congrès. « La première séance était très réussie, dit Nathalie. Il y avait du monde et tous les participants étaient enthousiastes ; on sent que ça répond à une forte envie à la fois de comprendre et de se servir de cet acquis pour intervenir dans la situation d'aujourd'hui. »

Le souci de la fédération, ajoute-t-elle, est bien sûr de permettre aux sections de prendre des initiatives autour des textes proposés à la discussion du congrès, mais la fédération entend aussi instruire et impulser ce débat avec ces trois conférences sur Marx, un autre débat en avril avec Francis Wurtz sur l'Europe (pour permettre aux cadres d'intervenir sur cet enjeu, de construire leurs réponses sur des questions comme les élections européennes et d'animer la discussion dans leur section). Et Pierre Laurent viendra rencontrer les animateurs de section en mai pour un échange collectif sur la question de la stratégie. ✪ G. S.

Distribution de tracts à Hellemmes (Nord)



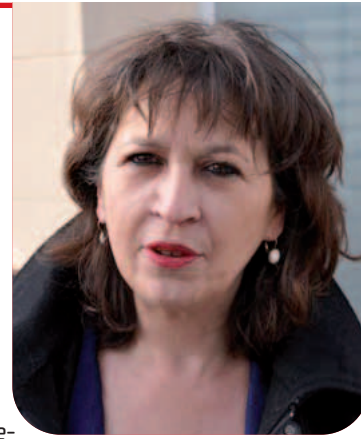
PROLONGATION DE 4 MOIS DE L'INTERNEMENT DE SALAH HAMOURI

Pierre Laurent a écrit au président Macron. « Je vous demande instamment d'intervenir pour exiger sa libération immédiate et sans conditions. »

La démocratie est en crise

Quelle réforme des institutions ?

Les parlementaires communistes du Sénat et de l'Assemblée nationale organisent, lundi 5 mars, au Sénat, un colloque intitulé « Face à la crise démocratique : quelle révolution constitutionnelle ? » Entretien avec la sénatrice Éliane Assassi, présidente du groupe CRCE.



Communistes POURQUOI CE COLLOQUE ? POURQUOI MAINTENANT ?

ELIANE ASSASSI : En juillet dernier, devant le Parlement réuni en congrès à Versailles, le Président de la République a annoncé son intention d'engager une réforme institutionnelle et constitutionnelle. Depuis, sans en connaître tous les détails, nous savons que des dispositions relèveraient de la Constitution et d'autres de lois organiques. Mais un élément domine : celui de remettre en cause l'institution parlementaire. Depuis de nombreuses années on note une concomitance entre le développement de la crise économique et sociale et un rejet croissant du fait politique, des acteurs politiques, à commencer par les parlementaires et les membres de l'exécutif. La pratique du pouvoir d'E. Macron en enthousiasme certains mais en inquiète d'autres qui dénoncent une course de vitesse qui fait peu de cas du débat démocratique et fait fi du débat parlementaire. Aujourd'hui cette crise s'accélère et peut se transformer en crise institutionnelle de rupture d'équilibre, déjà très fragile, entre exécutif et législatif. Le recours aux ordonnances qui permet d'éviter l'exercice plein et entier du droit d'amendement des parlementaires sur des textes qui ne sont pas encore rédigés symbolise cette nouvelle pratique des institutions. L'annonce de l'éventuel recours aux ordonnances pour la réforme de la SNCF fait craindre une nouvelle fois un débat au pas de charge. Ce que nous contestons. Emmanuel Macron n'est pas le seul responsable de l'affaiblissement du Parlement face à l'exécutif. Depuis des années, le processus de rationalisation du travail parlementaire a accéléré le temps législatif au détriment du droit d'amendement et du temps de parole et a participé au développement de la défiance à l'égard des assemblées. Or, ce qui a fait la force du Parlement c'est le débat des idées et le débat autour de propositions. Tuer la discussion et réduire le droit d'amendements ont produit l'effet sans doute attendu : un désintérêt pour le débat parlementaire, les regards se tournant vers l'Élysée ou la Commission européenne, jugés véritables centres de décision ; une nouvelle étape vient d'être franchie avec le travail en huis clos des commissions au détriment de la séance publique. Après le contenu on s'attaque à la transparence. Un Parlement évanescant reste-t-il utile ? Est-il nécessaire ? Après l'avoir abaissé, vilipendé, caricaturé, le moment serait donc venu pour nos gouvernants de le réduire. La réduction du nombre de parlementaires évoquée par E. Macron mais aussi par la droite n'est pas anecdotique. Un Parlement ramené à une chambre de contrôle et d'enregistrement, doit-il disposer du même effectif ? Est-il né-

cessaire de maintenir le même lien avec les populations et les territoires ? Cette initiative est à la fois dangereuse et purement démagogique.

Peut-on rénover la vie démocratique en commençant par diminuer la représentation populaire et anéantir le pluralisme dès lors que la proportionnelle n'est pas envisagée ? Bien sûr, la question de la représentation, des modes de scrutin, de la décentralisation, des rapports à l'Europe interviennent lourdement dans cette évolution des rapports institutionnels dans notre pays.

Les forces qui organisent la mondialisation économique et financière ont-elles encore besoin des institutions démocratiques ? N'assistons-nous pas à une volonté de prise de pouvoir direct du marché, évacuant ce qui n'était plus devenu qu'un seul intermédiaire, le politique ?

Communistes ET LE PEUPLE DANS TOUT CELA ?

E. A. : En effet, va-t-il se satisfaire longtemps de donner les pleins pouvoirs tous les cinq ans à un individu dans une confusion idéologique croissante, sans pouvoir intervenir sur les choix engagés durant le mandat puisque l'élection législative est totalement inféodée aux résultats du scrutin présidentiel ?

Notre peuple a soif d'intervention mais il est dégoûté de toutes ces promesses non tenues, d'un système de nature oligarchique mêlant monde de l'argent et fonction élective ou institutionnelle, sans oublier la haute fonction publique. Il subit ce zapping de l'actualité savamment entretenu par des médias d'autant plus dociles qu'ils sont propriétés de ceux qui détournent réellement le pouvoir.

Comment permettre cette intervention du peuple ? Comment bousculer ce nouvel ordre établi, étouffant et souvent écœurant ? Comment ouvrir une nouvelle période de révolution constitutionnelle pour casser ce mur qui se dresse entre la population et les lieux de décision de plus en plus opaques et lointains ?

C'est tout le sens du colloque initié par nos deux groupes au Sénat et à l'Assemblée nationale qui intervient dans une période de tractations intenses autour de la future révision constitutionnelle. Ces tractations mériteraient de se muer en un grand débat national, partout en France. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

Pour des mesures transitoires d'urgence en faveur des sans-abri

Question écrite n° 03573
M. Pierre Laurent attire l'attention de Mme la ministre des Solidarités et de la Santé sur la situation des personnes sans domicile fixe (SDF) à Paris et ailleurs sur le territoire national.

Dans la soirée du jeudi 15 au vendredi 16 février 2018, les quelque 2 000 fonctionnaires et bénévoles qui ont participé à la « nuit de la solidarité » ont recensé au moins 3 624 personnes SDF dans la capitale, selon la mairie de Paris.

Il est à rappeler ici que l'article L. 345-2-3 du code de l'action sociale et des familles dispose que « toute personne accueillie dans une structure d'hébergement d'urgence doit pouvoir y bénéficier d'un accompagnement personnalisé et y demeurer, dès lors qu'elle le souhaite, jusqu'à ce qu'une orientation lui soit proposée. Cette orientation est effectuée vers une structure d'hébergement stable ou de soins, ou vers un logement, adaptés à sa situation. »

Or, la Mairie de Paris estime qu'il manque au moins 3 000 places pérennes dans les accueils d'urgence et en appelle à conjuguer les efforts de l'État et de la ville.

La grande vague de froid qui s'annonce va rendre la situation de plus en plus dramatique. Devant cette situation il faut prendre, dès maintenant, des mesures transitoires d'urgence en faveur des sans-abri, en particulier pour leur logement. La capitale tout comme le reste du territoire national ont besoin d'une politique volontariste en matière d'exclusion [...]. ✪

Pierre Laurent

PLANÈTE

Népal : un nouveau départ ?

Le Népal, ce petit pays de 26 millions d'habitants, un des plus pauvres de notre planète (340 US\$ de revenu moyen annuel par habitant), au milieu de l'Himalaya, enclavé entre l'Inde et la Chine, terre d'accueil au siècle dernier de ceux en quête de paradis artificiels et d'aspiration existentielle à la méditation transcendante, est en passe de franchir une étape décisive de sa longue histoire. Après avoir renversé la monarchie de droit divin, au terme de dix années de guerre civile avec son lot de victimes et de misères, l'Assemblée constituante, dès sa séance inaugurale en avril 2008, proclame l'abolition de la monarchie de droit divin, renvoie le roi Gyanendra à ses seules occupations d'homme d'affaires ordinaire, et institue la République démocratique fédérale du Népal.

Les difficiles relations entre les trois partis majeurs ont conduit à une grande instabilité institutionnelle et dix premiers ministres successifs au cours des onze dernières années. La gravité du tremblement de terre le 25 avril 2015 et ses 9 000 victimes ont absorbé l'attention de la société népalaise dans ses efforts pour panser ses plaies et assurer les reconstructions. La Constitution entrée en vigueur le 20 septembre 2015 organise le pays sur une base fédérale et une autonomie reconnue aux sept provinces. La mise en place de ces nouvelles institutions fut lente, remplie de péripéties,

pour aboutir en 2017 et 2018 aux élections démocratiques des instances responsables aux divers niveaux constitutionnels. Surmontant leurs inimitiés anciennes, les deux Partis communistes se sont associés pour les récentes élections. Cette coalition a très largement réuni les votes populaires : le PCN-M remporte 22 % des sièges à l'Assemblée nationale et le PCN-UML 49 % ; ils disposent de la majorité absolue dans six des sept assemblées provinciales. Le Parti du Congrès est le grand perdant de cette séquence électorale. Khadga Prasad OLY, un des dirigeants historiques du PCN-UML, vient d'être nommé Premier ministre et cédera son poste à un responsable du PCN-M *actuel* à mi-mandat de la législature de cinq ans.

Le mot *actuel* prend ici toute sa signification, car les deux Partis communistes sont engagés dans un processus de réunification en un « Parti communiste népalais ». Le 10 février dernier, P.K. Dahal (PCN-M) pouvait affirmer dans le *Kathmandu Post* : « Nos discussions concernant l'unification du Parti vont dans une direction positive. » Leur Comité de coordination s'est réuni le 14 février dernier pour finaliser le projet en 7 points et définir le partage des responsabilités au sein du nouveau « Parti communiste népalais ». La direction du Parti serait confiée à 2 co-présidents dotés du même statut hiérarchique.

Cette réunification est la condition essentielle pour que soit effectivement posée la question des transformations structurelles dans tous les domaines de la vie sociale et le prélude incontournable à leur mise en œuvre dans ce pays multiethnique à la centaine de communautés dont nombre d'entre elles, tels les Madhésis dans la plaine de Térai, aspirent à plus de reconnaissance et à une gouvernance efficace et probe (l'ONG Transparency international situe le pays à la 122^e place sur 180 dans l'indice de perception de la corruption – *Kathmandu Post*, 22 février 2018).

P.K. Dahal le soulignait : « La réunification du Parti est la condition pour la prospérité du pays. Cette réunification renforce l'objectif d'assurer une bonne gouvernance dans le pays... la réunification du Parti représente une base solide sur le chemin de la prospérité. » ✪

Christiane Marcie
Relations Internationales

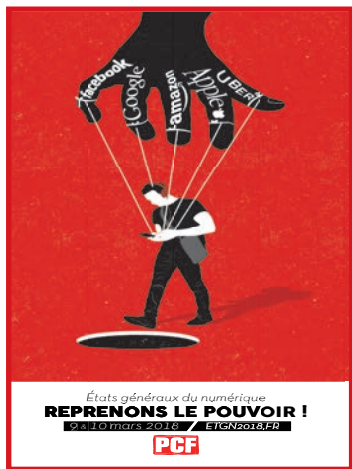
1. PCN-M (Parti communiste du Népal-marxiste, tendance maoïste) ; PCN-UML (Parti communiste du Népal-marxiste-léniniste-unifié) ; Parti du Congrès, social-démocrate.



États généraux de la révolution numérique

Reprenons le pouvoir C'est l'affaire de toutes et tous

Le PCF organise sur les lieux de son siège national, les 9 et 10 mars, les 3^{es} États généraux de la Révolution numérique sur le thème de « Reprenons le pouvoir ».



Cet événement, ouvert à toutes et tous, est loin d'être l'affaire des seuls « geek », il concerne tout le monde. En effet, « la révolution numérique » est partout, dans tous nos actes quotidiens avec l'intelligence artificielle, la collecte et l'exploitation massive des données, y compris celles qui nous sont personnelles, l'omniprésence des plate-

formes, des réseaux et médias sociaux, l'automatisation et la robotisation. En 2020, au travail comme à la maison ou dans les services publics, nous serons entourés de 30 milliards d'objets connectés et intelligents qui traiteront en permanence des données nous concernant et qui prendront des décisions impactant notre vie. Aujourd'hui, Google, Facebook, Amazon en savent plus sur nous que le ministère de l'Intérieur, notre employeur, notre médecin et notre psy réunis. On ne peut laisser ce formidable pouvoir à la discrétion de quelques grands groupes capitalistes mondiaux comme les GAFAM (Google Apple Facebook Amazon Microsoft) ou les NATU (Netflix AirBnB Tesla et Uber) qui se jouent des lois et réglementations, qui ne cachent pas leurs ambitions politiques de supplanter les États et qui ont pour idéologie le transhumanisme.

Ainsi « La révolution numérique » est au cœur des contradictions qui travaillent nos sociétés. Elle pose des questions de pouvoir, dans un cadre à la fois local et mondialisé. Il existe une contradiction forte entre les opportunités d'émancipation que cette révolution ouvre et les nouvelles formes d'aliénations et de dominations qui se développent dans son sillage. Il est urgent que les citoyens reprennent le pouvoir et se dotent des outils, des organisations et des institutions nécessaires pour l'exercer.

Les sujets suivants seront particulièrement traités au sein des treize ateliers des États généraux : l'intelligence artificielle, l'avenir du travail, le big data, les plateformes, la domination des GAFAM et des NATU¹, tout comme les alternatives comme les plateformes coopératives avec la présence des Coopcycles, les Communs numériques, les tiers lieux,...

Sur l'intelligence artificielle, avec Jean Gabriel Ganascia² et Sophie Péne³, nous nous interrogerons, à l'image de l'excellent rapport de la CNIL⁴, sur « Comment permettre à l'homme de garder la main ? » en posant les enjeux éthiques et politiques. Nous déconstruirons le mythe transhumaniste d'une « intelligence artificielle forte ayant conscience d'elle-même », possédant en tout le sens commun, et de son utilisation marketing par les GAFAM.

Sur travail et numérique, nous ferons une analyse critique du thème du « grand remplacement » des emplois humains par les robots à partir des études de prospective qui le portent. Au-delà qu'une hypothétique « fin du travail », le numérique provoque assurément des transformations profondes de l'emploi, de sa structure, de sa localisation et de son contenu. Il existe une tension extrême entre les potentialités émancipatrices du numérique pour les travailleuses et travailleurs et une réalité faite d'une intensification de l'exploitation et

d'aliénation. La révolution numérique nous met au pied du mur du dépassement de la condition salariale, non pas pour aller vers une société d'« entrepreneurs de soi » comme les chauffeurs Uber, mais pour construire une société de libres producteurs associés qu'appelait Marx de ses vœux.

La question du big data, avec entre autres Antonio Casilli⁵ et Serge Abiteboul⁶, sera débattue sous tous les angles dans différents ateliers : le sécuritaire, la captation des données par les plateformes propriétaires, l'ouverture des données des services publics et de l'État, le profilage, le respect de la vie privée, la réappropriation citoyenne de la donnée, sans oublier celui de la réalité de l'exploitation d'un sous-prolétariat du sud payé à la tâche pour nettoyer les données du nord, pour les normaliser, et pour entraîner les logiciels d'intelligence artificielle qui les exploitent.

Un lieu ouvert de construction

Participeront entre autres à ces États généraux comme intervenants : Laurence Allard, Serge Abiteboul, Michel Bauwens (Fondation P2P), Benjamin Bayart, Laurent Bloch (IFAS), Nicolas Bonnet, Danièle Bourcier, Ian Brossat, Bruno Carballa / Carlo Vercellone / Arthur Hay (CGT-Coursiers à vélo), Antonio Casilli, Kevin Poperl (Coopcycle), Isabelle De Almeida, Arthur de Grave (Oui Share), Cécile Dumas, Sébastien Elka (Progressiste), Patrice Flichy, Pierre-Yves Gosset (Framasoft), Jean-Gabriel Ganascia, Fabien Gay, Michel Lallement, Yann Le Pollovec, Benjamin Loveluck, Isabelle Mathurin, Sylvie Mayer, Jean-Luc Molins (UGICT-CGT), Alain Obadia (Fondation Gabriel-Péri), Sophie Péne, Jacques Priol, Guillaume Roubaud-Quashie (Cause commune), Aymeric Seasseau, Marie-Pierre Vieu, Francis Wurtz, Igor Zamichiei.

A un moment où les forces politiques et sociales se réclament de la transformation sociale sont en crise, et où les acteurs de la révolution numérique qui se réclament des valeurs des Communs, de la coopération et de l'esprit hackeurs voient leurs ambitions étouffées et dévoyées par la société capitaliste actuelle, il a semblé nécessaire au Parti communiste français que les États généraux soient aussi un moment où ces deux mondes se rencontrent pour débattre, se confronter et peut être construire ensemble. Loin de toute fascination technophile ou effroi technophobe, les États généraux de la Révolution numérique seront un lieu ouvert de construction d'une véritable pensée politique critique de la révolution numérique débouchant sur des luttes émancipatrices.

Il agit d'organiser le débat, la confrontation et la construction à partir des treize ateliers thématiques en amalgamant un panel d'experts, de praticiens/praticiennes, de syndicalistes et de responsables du PCF, dans un échange interactif avec des militant-e-s, des actrices et acteurs du numérique comme des citoyen-ne-s curieux.

Cette démarche de débat se double d'une action d'éducation populaire visant à sensibiliser tout le monde aux enjeux politiques de la révolution numérique et à les rendre intelligibles à chacune et à chacun, avec le concours de celles et ceux, chercheuses, chercheurs comme militant-e-s qui sont les plus en pointe sur ces questions. A cet effet, le hall de l'Espace Niemeyer sera occupé par une expo sur les enjeux de la Révolution numérique et divers stands d'associations actrices du numérique progressiste. Les États généraux sont ouverts à toutes et tous, car il est décisif politiquement pour l'avenir du genre humain que chacune et chacun s'approprie ces enjeux. ✪

Yann Le Pollovec
responsable national du PCF
en charge de la Révolution numérique

Viager

Le détail nous avait échappé. Migaud, l'ineffable Didier Migaud, le patron de la Cour des comptes, socialiste promu par Sarkozy, ce petit diabolotein qui sort de sa boîte tous les six mois pour crier « Austérité ! », « Austérité ! », avec ses airs de Nosferatu en robe noire et poils d'hermine, Migaud, le monomaniac de la rigueur, l'apôtre du renoncement, celui qui n'en finit plus de fermer des écoles, de sabrer des hôpitaux, de punir les collectivités, Migaud qui vante la précarité pour tous et fustige les « privilèges » des petits, Migaud donc - tenez-vous bien - est nommé À VIE. Le bonhomme prêche la frugalité pour tous, lui il est servi jusqu'à la fin des temps. Alors là, on se demande : quand Migaud nous gronde et nous sermonne, ou bien il a un sacré sens de l'humour (noir), ou bien il nous prend carrément pour des cons. ✪

Gérard Streiff

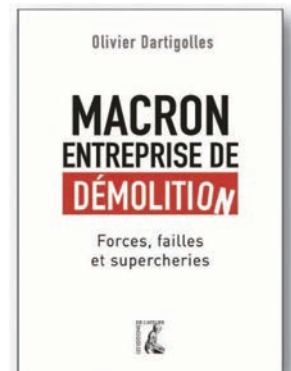
MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercheries
Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)

COMMANDE des organisations
Règlement à l'ordre du PCF à :
PCF

2, place du Colonel-Fabien
75019 Paris

Prix préférentiel pour les fédérations



Pour des débats autour du livre :
Alain Feuchot afeuchot@pcf.fr (Tél. : 01 40 40 11 11)

PROCHAINES RENCONTRES AUTOUR DU LIVRE D'OLIVIER DARTIGOLLES

Mercredi 28 février, Ajaccio
Vendredi 2 mars, Auch
Mercredi 7 mars, Dijon

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.

1. Google Apple Facebook Amazon Microsoft et Netflix Airbnb Tesla Uber.

2. https://www.iesf.fr/752_p_48646/jean-gabriel-ganascia.html

3. <https://medium.com/@sophiepene/la-deuxieme-vie-du-cnn-7d7b5a2dfdad>

4. Commission nationale de l'informatique et des libertés,

<https://www.cnil.fr/fr/comment-permettre-lhomme-de-garder-la-main-rapport-sur-les-enjeux-ethiques-des-algorithmes-et-de>

5. <http://www.casilli.fr/category/videos/>

6. https://fr.wikipedia.org/wiki/Serge_Abiteboul